

**OBJET : Interdiction temporaire et partielle de stationner avenue François Coppée à Villemonble**  
(Nomenclature : Artex - 5 - Police municipale)

Le Maire de Villemonble,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-24, L 2213-1 et suivants, L 2214-3, L 2521-1 et L 2521-2,

**Vu** le code de la route, notamment les articles R 411-1 et suivants, R 411-25, R 417-1 et suivants, R 417-9 et suivants,

**Vu** l'arrêté en date du 25 mars 1985 instituant la mise en place d'un stationnement unilatéral alterné dans toutes les voies de la commune,

**Vu** l'arrêté en date du 13 novembre 2017 instituant une zone à stationnement payant sur certaines voies de la commune,

**Vu** l'arrêté n° 2006/14-ST en date du 6 février 2006 limitant à 72 heures consécutives la durée du stationnement ininterrompu d'un véhicule sur la voie publique,

**CONSIDÉRANT** que le démenagement d'un riverain nécessite une interdiction temporaire et partielle de stationner avenue François Coppée à Villemonble.

#### ARRÊTÉ

**Article 1er :** Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés au droit du n° 18 avenue François Coppée à Villemonble, le 12 janvier 2022, de 08h00 à 19h00.

**Article 2 :** La société NEEDEM DEMENAGEMENT sera responsable de la mise en place de la signalisation conforme au Code de la Route et notamment des panneaux interdisant le stationnement jusqu'à l'achèvement du démenagement.

**Article 3 :** Dans le respect de la réglementation et 72 heures avant le début des travaux par l'entreprise, la signalisation relative à l'interdiction de stationner sera mise en place sur un support stable et le présent arrêté affiché sur place. Cette mise en place devra être constatée par la police municipale au 01 49 35 25 76.

**Article 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront déférés devant les tribunaux compétents.

**Article 5 :** La mise en fourrière des véhicules en infraction pourra être prescrite, sans délai, par un officier de police judiciaire ou par le chef de la police territorialement compétent.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera notifié à la société NEEDEM DEMENAGEMENT – 67 avenue de Verdun / 44701 TRIPORT.

**Article 7 :** Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig – 93558 Montreuil Cedex ou sur l'application informatique "Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Messieurs les officiers du Corps de Sapeurs-Pompiers de Villemonble,
- DRJEA.

**Article 9 :** Ampliation du présent arrêté sera adressé, pour exécution, à :

- Monsieur le Commandant de police du Raincy/Villemomble,
- Service Police Municipale.

Fait à Villemomble, le 22 décembre 2021

Le Maire,  
Conseiller départemental de la Seine-Saint-Denis



Jean-Michel BLUTEAU

Reçu en Préfecture le : dispensé d'envoi selon l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Notifié le :

Affiché le :

Le Maire certifie que le présent acte est exécutoire en application de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.  
Villemomble, le

Le Maire,  
Conseiller Départemental de la Seine-Saint-Denis

Jean-Michel BLUTEAU